

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées
de Paris et des Hauts de seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection des 30/11/2023 et 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CPCU BERCY

177 à 185 RUE DE BERCY
75 012 PARIS

Code AIOT : 0006506233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée les 30/11/2023 et 11/12/2025 de l'établissement CPCU BERCY implanté 177 à 185 RUE DE BERCY 75012. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées de l'année 2023 et du suivi des suites des précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU BERCY
- 177 rue de Bercy Paris 75012
- Code AIOT : 0006506233
- Régime : Autorisation
- SEVESO : Non Seveso
- IED : oui

L'établissement est une centrale de production de vapeur (chaufferie) de secours au sein de laquelle la Compagnie parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite sur son site de «Bercy» une chaufferie composée de 4 chaudières d'une puissance totale de 494,8 MW :

- 2 chaudières (7 et 8) d'une puissance unitaire de 123,7 MW utilisant du gaz naturel depuis le 01/01/2016
- 2 chaudières (6 et 9) d'une puissance unitaire de 123,7 MW utilisant du bio combustible liquide appelé ester méthylique d'acides gras (EMAG) depuis mai 2016.

L'installation est classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des ICPE.

Les activités réalisées au sein de l'établissement correspondent à de la conduite (régime des 3 x 8 heures) et à de la maintenance. Elles regroupent entre 20 et 30 personnes sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement	Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, Article 2.1.5	Demande d'action corrective	3 mois

1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en combustible	Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 7.6.3.V	Levée d'une non-conformité relevée lors de l'inspection de 2022
2	Plan des réseaux	Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 4.3.2	Levée d'une non-conformité relevée lors de l'inspection de 2022
4	Plan de gestion des déchets	Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 5.9	Levée d'une non-conformité relevée lors de l'inspection de 2022
5	Rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 10.1.5.2	La modification des paramètres de correction sur l'automate de mesure de la chaudière n°9 sera vérifié lors d'une prochaine inspection
6	Autorisation de rejets en réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2023, Article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les installations sont correctement exploitées par la CPCU, que l'exploitant en a une très bonne connaissance et que les prescriptions réglementaires sont en majeure partie respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 7.6.3.V
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de coupure manuelle
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances par les services de secours ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. En complément, s'agissant de l'alimentation en gaz, deux vannes de coupure manuelles placées en amont du poste de livraison GRDF, sous le trottoir du quai, sont rendues accessibles à l'exploitant par l'extérieur du poste. En cas d'incident, leur fermeture intervient dans un délai maximal de 10 minutes.
Constats formulés lors de l'inspection du 30/11/2023 Lors de l'inspection de septembre 2022, il avait été constaté que des véhicules se garaient au niveau des deux bouches à clés permettant d'accéder aux vannes de coupure gaz. L'inspection des installations classées a constaté lors de l'inspection de novembre 2023 que l'exploitant a mis en place des panneaux interdiction de se stationner sur les portes du poste gaz permettant ainsi l'accès perenne aux vannes de coupures gaz. Le jour de l'inspection, aucun véhicule n'était stationné devant le poste gaz. Il avait également été constaté qu'il fallait un badge pour pourvoir sortir et actionner les vannes de coupures, l'exploitant a mis en place un bouton poussoir permettant l'ouverture du portillon piéton en urgence. Les non-conformités relevées en 2022 sont donc levées
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats formulés lors de l'inspection du 30/11/2023 : L'exploitant a indiqué que les prélèvements d'eau sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• prélèvement en Seine pour l'eau "process";• prélèvement depuis le réseau public pour les usages sanitaires (environ 100 m³/mois). Le prélèvement d'eau de Seine est réalisé via un piquage sur la canalisation de l'établissement voisin FRAÎCHEUR DE PARIS. CPCU a précisé que chacun des exploitants dispose de son propre compteur et que les volumes prélevés par CPCU sont très faibles comparés à ceux prélevés par FRAÎCHEUR DE PARIS. L'exploitant a précisé que le prélèvement d'eau en Seine est une solution de secours et que l'eau "alimentaire" servant au fonctionnement des chaudières provient essentiellement des retours de condensats. Les retours de condensats du réseau sont stockés dans des cuves en sous-sol. L'exploitant a présenté un plan des réseaux daté de juin 2023 indiquant l'origine de chaque prélèvement d'eau listée ci-dessus levant ainsi la non-conformité relevée lors de l'inspection de novembre 2022
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, Article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a défini ses périodes de démarrage et d'arrêt en application de l'article 7 de la décision d'exécution n° 2012/249/UE du 07/05/12. Ces conditions d'exploitation autres que normales (dites périodes OTNOC) sont les périodes de fonctionnement pour lesquelles la charge de production de vapeurs du générateur de vapeur d'une chaudière est inférieure (strictement) à 25 % de la capacité maximale de production de ce dernier. Durant ces périodes OTNOC il y a un enregistrement en continu des émissions. L'objectif de la MTD 10 est respectée puisque la consiste à surveiller de manière appropriée les émissions dans l'air ou dans l'eau lors des périodes OTNOC. Cependant l'exploitant devra formaliser un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">• conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les périodes OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple, notion de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz),• établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,• vérification et relevé des émissions causées par des périodes OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire,• évaluation périodique des émissions globales lors de périodes OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 5.9
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°20 17/1 442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats formulés lors de l'inspection du 30/11/2023 : L'exploitant a présenté sa procédure relative à la gestion des déchets en sa version du 01/05/2022 dont une copie a été envoyée par courriel à la préfecture de police en mars 2023. L'exploitant a également transmis via ce courriel une copie du registre du suivi des déchets de l'année 2022 L'exploitant utilise TRACKDECHETS (aujourd'hui renommé VIGIEDECHETS) pour suivre l'enlèvement des déchets. La non-conformité relevée lors de l'inspection de novembre 2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/06/2015 modifié, Annexe I, article 10.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). [...] II. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé. La procédure QAL 2 est renouvelée : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans ;• dans les cas suivants :<ul style="list-style-type: none">◦ dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ;◦ après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ;◦ après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).
Constats formulés lors des inspections du 30/11/2023 et 11/12/2025 :

L'exploitant a présenté les rapports QUAL 2 des chaudières 6, 7, et 8 datés du 05/04/2023. Le rapport QUAL 2 de la chaudière n°9 est quant à lui daté du 27/03/2021

L'exploitant a transmis un mail de la société Envea du 11/12/2025 listant mes paramètres de correction de l'automate de mesures pour chaque chaudière et chaque paramètre de mesure. L'inspection des installations classées s'est donc assurée le 11/12/2025 que les coefficients saisis dans cet automate correspondent aux coefficients établis lors du dernier contrôle QUAL 2. Aucune erreur n'a été constatée.

Le rapport AST du 27/06/2025 réalisés pour les chaudières 6, 7, 8 et 9 ne montrent aucune dérive des paramètres de correction pour mesures relatives aux chaudières 6, 7 et 8.

Il y a néanmoins une anomalie pour la mesure des NOx de la chaudière 9. Une nouvelle procédure QUAL 2 a été réalisée en janvier 2026 pour l'ensemble des paramètres de mesures relatifs à la chaudière n° 9. lors du contrôle inopinée des rejets atmosphérique demandé par l'inspection des installations classées. L'exploitant a transmis le bon de commande de l'intervention daté du 21/10/2025.

La modification des paramètres de correction sur les mesures relatives à la chaudière 9 sera vérifiée au cours d'une prochaine inspection.

L'exploitant assure la procédure QUAL3 en mettant en place une Carte EWMA établie grâce à un fichier « excel » dans lequel il enregistre, à une fréquence bimensuelle, une mesure faite avec les étalons dont il dispose. Ces mesures sont réalisées par la société SECAUTO.

L'exploitant vérifie que ces mesures sont comprises dans une plage de conformité dont les limites sont la valeur de l'étalon plus ou moins X %.

X varie en fonction du paramètre mesuré (par exemple X vaut 1,6 pour les NOx, 0.5 % pour l'O2 et 0.3 % pour le CO)

Ce suivi est conforme aux attendus réglementaires.

Cependant, l'ajustage de l'appareil de mesure dès la première dérive n'est pas une bonne pratique, il est préférable pour l'inspection des installations classées d'avoir deux ou trois valeurs hors de la plage de conformité fixée par l'exploitant afin de confirmer que la dérive est effective.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : autorisation de rejets en réseau d'assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant [...] est mis en demeure, de transmettre dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté les justificatifs attestant du renouvellement, par la section d'assainissement de la Ville de Paris, de l'autorisation de rejet dans le réseau d'assainissement de la Ville de Paris.
Constats : L'exploitant obtient des autorisations ponctuelles de rejets dans le réseau de la part du gestionnaire de réseau. L'exploitant a présenté les courriels du gestionnaire de réseau de 2023 et 2025 l'autorisant à rejeter ses effluents dans le réseau d'assainissement. L'exploitant transmet en retour au gestionnaire de réseau les résultats de ses mesures d'autosurveillance. L'exploitant a transmis en 2024 à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance, daté du 14 novembre 2024, présentant la modification des installations pour garantir une température des rejets à l'égout inférieur à 30 °C afin d'obtenir le renouvellement pérenne de son autorisation de rejet. L'inspection de décembre 2025 a été l'occasion de faire un point sur l'avancement des travaux qui devraient s'achever pour mi-mars 2026. Afin de prendre en compte les travaux effectués, il sera proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Le gestionnaire du réseau suit également l'avancement de ces travaux. La dernière réunion entre l'exploitant et ce dernier a eu lieu en novembre 2025. Au regard de ces constats, il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite